Anne-Marie Cocula, Bernard Lachaise (dir.), *La Dordogne dans la Seconde Guerre mondiale*

Aubas, éditions Pierre Fanlac, 2020, 352 p.

Raphaël Spina

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoirepolitique/1649>

DOI : 10.4000/histoirepolitique.1649

ISSN : 1954-3670

Éditeur

Centre d'histoire de Sciences Po

Référence électronique

Raphaël Spina, « Anne-Marie Cocula, Bernard Lachaise (dir.), *La Dordogne dans la Seconde Guerre mondiale* », *Histoire Politique* [En ligne], Comptes rendus, mis en ligne le 25 octobre 2021, consulté le 28 octobre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoirepolitique/1649> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoirepolitique.1649>

Ce document a été généré automatiquement le 28 octobre 2021.

Histoire Politique

Anne-Marie Cocula, Bernard Lachaise (dir.), *La Dordogne dans la Seconde Guerre mondiale*

Aubas, éditions Pierre Fanlac, 2020, 352 p.

Raphaël Spina

RÉFÉRENCE

Anne-Marie Cocula, Bernard Lachaise (dir.), *La Dordogne dans la Seconde Guerre mondiale*, Aubas, éditions Pierre Fanlac, 2020, 352 p.

- 1 Pour mieux connaître la France en guerre, il faut aussi en passer par des monographies départementales. Ainsi cette synthèse minutieuse sur la Dordogne, utile même à ceux qui ne sont nullement familiers des lieux. C'est le département du Sud-Ouest à compter le plus de résistants et maquisards en proportion de la population. L'un des plus endeuillés de France par les massacres et la répression. Et le troisième au plan national pour les exécutions sommaires de l'épuration extrajudiciaire. L'ouvrage rapporte régulièrement le local au général. Malgré quelques redites ponctuelles, le texte s'avère passionnant, dense et précis.

- 2 Très soigné, et même élégant, le livre offre de nombreuses cartes, affiches ou photos au lecteur, toutes en couleurs. Les chapitres, relativement brefs, sont précédés d'une chronologie récapitulative qui met en regard les événements au plan local et national. Des encadrés d'une à deux pages précisent certains points. Les deux auteurs principaux, les universitaires Bernard Lachaise et Anne-Marie Cucola, se sont adjoints un conseil scientifique d'une dizaine de chercheurs périgourdins, aquitains ou extérieurs. L'ouvrage est dédié à Marie-Thérèse Viaud, correspondante départementale de l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP) dans les années 1980-1990, à qui la maladie n'a pu permettre de participer.
- 3 Département de moins de 400 000 habitants, à 70 % rural et à moitié agricole, la Dordogne est inévitablement très éprouvée en 1914-1918 : 16 000 soldats sont tués, et de 1921 à 1926, 68 convois rapatrient encore 1 889 cercueils... Seule l'immigration empêche le recul de la population. Sans surprise, le pacifisme y est profondément ancré. Le chef ultra-pacifiste de la SFIO, Paul Faure, élu en Bourgogne, est d'origine périgourdine. Et le Quai d'Orsay est détenu de 1936 à 1939 par deux députés radicaux de Dordogne, Yvon Delbos puis Georges Bonnet. Le premier est hostile à l'intervention dans la guerre d'Espagne, le second l'artisan très populaire des accords de Munich. Cependant, Delbos aurait souhaité une réaction à l'Anschluss. Et s'il vote la ratification de Munich, en privé il déplore le « mépris général que nous inspirons maintenant », « l'assassinat des amis fidèles que nous avons trahis » (p. 45). Passager du *Massilia* puis proche de la Résistance, Yvon Delbos est interné en camp de concentration de 1943 à 1945. Alors que Georges Bonnet finit au conseil national de Vichy jusqu'à son éviction en juin 1943, puis s'exile en Suisse de 1944 à 1950, avant un retour à l'Assemblée de 1956 à 1968.
- 4 Incarnation de cette France rurale ralliée à la République, la Dordogne est un bastion radical-socialiste : en 1939, les radicaux trustent trois quarts des mairies, la quasi-totalité du conseil général, trois sénateurs sur quatre. La fédération radicale de Dordogne fait partie des plus hostiles au maintien du parti dans le Front populaire, Bonnet en tête. Cependant, si les radicaux sont opposés au vote des femmes, dès 1935 le

maire radical de Périgueux, Félix Gadaud, fait siéger six femmes comme « conseillères techniques » adjointes. Et l'une des trois femmes membres du gouvernement Blum, Suzanne Lacore, est une institutrice périgourdine.

- 5 Le vendredi 1^{er} septembre 1939 à 13 h 55, le préfet reçoit le télégramme de mobilisation générale : elle concerne de 4 à 20 % de la population totale selon les communes. La particularité du département est surtout d'accueillir 78 235 évacués alsaciens-mosellans, chiffre considérable atteint dès le 6 octobre. Strasbourg se transporte à Périgueux. Le choc culturel, voire linguistique, est énorme, la capacité d'accueil inférieure aux besoins, l'impréparation par les autorités nationales patente. Une population urbanisée et bien équipée se retrouve dans un département rural où l'eau courante et les toilettes sont souvent inconnues. Une population concordataire, à forte minorité juive et protestante, se réfugie dans un département à 99 % catholique, à la laïcité scolaire sourcilieuse. Fin 1940, 15 000 Alsaciens dont de nombreux Juifs ont choisi de rester en Dordogne plutôt que de rentrer dans leur région annexée. La présence juive, insignifiante en 1938, frôle désormais les 2 % de la population départementale (6 000 à 7 000 personnes ?). Les Alsaciens-Mosellans demeurés sur place occupent souvent par la suite des rôles importants dans la Résistance locale. Quant à l'Exode de mai-juin 1940, il amène un flux de réfugiés si massif qu'encore en 1942, Périgueux est un quart plus peuplée qu'en temps de paix. La prison militaire de Paris se retrouve à Mauzac, peuplée de communistes, d'agents alliés et de résistants.
- 6 Le 10 juillet 1940, la moitié des dix parlementaires du département vote les pleins pouvoirs au maréchal Pétain, contre un seul à faire partie des 80 – Camille Bedin, futur chef local de Libération-Sud et rescapé de déportation – et quatre absents – dont Yvon Delbos retenu à bord du *Massilia* (« excusé ») et les deux députés ex-communistes, qui ont quitté le Parti lors du pacte germano-soviétique. Dans ce département situé à 90 % en zone sud, le Maréchal est initialement aussi populaire qu'ailleurs. L'historien et universitaire Jean Maubourguet, chef départemental du Parti populaire français, publie un *Bugeaud laboureur périgourdin* pour exalter le retour à la terre et assimiler les deux maréchaux. L'évêque de Périgueux, M^{gr} Louis, est maréchaliste, quoique fort peu pétainiste : dès le 22 février 1941, il souligne que « notre pays a toujours été un lieu de refuge et une terre de sûreté pour les malheureux », et le 8 novembre 1941, il ose rappeler que le régime républicain, au moins, « avait le respect de la personne humaine, il était passionné de paix, de liberté et de justice, conditions de toute vie individuelle et sociale ». Il ouvre les couvents aux Juifs persécutés.
- 7 Ni les hommes ni les lieux ne naissent résistants. De l'aveu même de ses premiers chefs, jusqu'à fin 1942, la population ne souffre pas de la faim ou des effets de la guerre et de l'Occupation au point d'éprouver le besoin de s'engager, même parmi les esprits critiques. La Résistance prend son essor tardif avec le choc de l'irruption allemande le 11 novembre 1942, le refus du Service du travail obligatoire (STO), l'échec d'un dirigisme économique irritant, l'aggravation des pénuries. Pour moins d'un millier de militants en 1942, la Résistance compte près de 5 000 engagés début 1944. En 1943-1944, il n'est plus guère de zone qui n'ait son implantation de l'Armée secrète (AS) et des Francs-tireurs partisans (FTP), tandis que l'Organisation de résistance de l'Armée (ORA) se réserve pour l'après-débarquement. Le maquis fait la loi, avec le soutien des populations, acquis par conviction ou par crainte : quand un pharmacien collaborationniste est abattu en mars 1944, seules quatre personnes osent suivre le corbillard, tiré par un cheval réquisitionné, nul n'acceptant de prêter le sien...

- 8 Le 16 mars 1944, le préfet Popineau réclame « des opérations qui dépassent maintenant le cadre d'actions de police pour devenir une véritable entreprise de guerre ». Il est exaucé : du 26 mars au 2 avril, les 7 000 hommes de la division Brehmer terrorisent le département, la Wehrmacht se mettant au service de la Gestapo. Pillages, incendies de villages entiers, près de 200 résistants, Juifs et civils assassinés, bien d'autres déportés : la semaine sanglante marque la Dordogne d'une blessure indélébile. Brantôme notamment connaît 40 morts les 26-27 mars, dont le père de Roland Dumas, chef de l'AS local. Les crimes allemands sont amplifiés par ceux de la Milice, et par ceux de la brigade nord-africaine des sinistres Bony et Lafont, venue de Paris.
- 9 Mais aucun coup fatal n'est cependant porté à la Résistance : c'est au point que dans la nuit du 6 au 7 juin, le préfet prend la fuite... La prison de Mauzac est libérée. Le département est isolé : routes, rails et même téléphone sont coupés. Comme partout, le Débarquement fait affluer plus d'enthousiastes que le maquis ne peut en absorber. Des groupes maquisards font merveille, telle la Section spéciale de sabotage de Jacques Nancy, disciplinée, entraînée et efficace. Le 26 juillet, en gare de Neuvic, la Résistance réussit le plus grand « casse » de tous les temps : elle intercepte un train de la Banque de France contenant 2,8 milliards de francs. Assiégés dans les villes, Allemands et miliciens évacuent le département du 19 au 22 août.
- 10 Le bilan est un des plus lourds pour un département rural. Du 26 mars au 19 août 1944, 2 814 immeubles sont détruits, 900 personnes sont fusillées dont 9 maires, et 711 maquisards sont tués au combat. Plus de la moitié des communes comptent au moins un déporté. 16 % des Juifs ont péri : c'est certes moins que la moyenne nationale (25 %), et le département compte 125 des 300 Justes d'Aquitaine reconnus. Mais pour moins de 2 % de sa population, les Juifs sont la moitié des 2 035 déportés du département.
- 11 L'épuration extrajudiciaire est d'autant plus importante que la répression a été féroce. Au rebours d'idées reçues, elle n'a jamais été taboue ni négligée de l'historiographie. Les estimations vont de 382 à 528 exécutions sommaires, avec la particularité de plus se concentrer sur l'avant-Débarquement que la moyenne nationale. Au rebours d'un autre cliché, ce sont d'authentiques membres des Forces françaises de l'intérieur (FFI) qui mettent en scène la tonte photographiée de « collaboratrices » sur les marches du palais de justice de Bergerac, devant une foule hilare.
- 12 La cour martiale fait preuve d'une certaine retenue, mais condamne à mort 21 des 121 inculpés (5 septembre – 21 octobre 1944). Puis les cours de justice, les chambres civiques, les sanctions administratives font preuve d'une relative modération. En 1946, la population juge souvent l'épuration insatisfaisante, n'hésitant plus à mettre en cause le général de Gaulle, intouchable avant sa démission. L'épuration économique est lente et manque de moyens, de preuves. Certains cadres et directeurs d'entreprises ostracisés par des comités ouvriers spontanés paient surtout des relations exécrables avec les salariés.
- 13 La vie administrative et politique est transformée. L'inspecteur d'académie Maxime Roux, résistant tardif choisi comme préfet de la Libération en juin 1944, entame une brillante carrière préfectorale. Les socialistes prennent la mairie de Périgueux et le conseil général. Mais le parti radical en déclin dispose encore en 1945 de près de la moitié des mairies, et il enregistre aux élections législatives le double de son score national (15,3 % contre 7,3 %). À part Yvon Delbos, tous les parlementaires et de nombreux élus locaux sont des résistants et des nouveaux venus, tel Robert Lacoste. La

vie politique est rajeunie : le député MRP André Denis a 26 ans. Elle n'est que peu féminisée : si la communiste Jeanne Vigier devient la première sénatrice de Dordogne, il faut attendre 2008 pour que le département élise à nouveau une femme parlementaire...

- 14 Dans un dernier chapitre passionnant, les auteurs montrent comment 400 à 500 monuments, stèles, plaques, noms de rue, reconstitutions, évocations... entretiennent en Dordogne un « paysage du souvenir » extrêmement dense. On saisit combien les lieux du souvenir et les monuments n'ont eu de cesse d'être réaménagés au fil des décennies, la commémoration étant aussi ancienne que la Libération. Et celle-ci n'a jamais cessé d'associer la Dordogne et l'Alsace.
- 15 L'épilogue, qui aurait pu aussi bien servir d'introduction, rappelle les anciennes révoltes paysannes du Périgord, évoquées de manière *ante*-chronologique. Servi par sa géographie, le département des Croquants est demeuré égal à lui-même sous l'Occupation. « 1594-1944 : la sortie des bois des maquis de Dordogne ressemble à une revanche. » (p. 326)